

LesEchos.fr  
| place aux décisions |

Le Pack numérique +  
en illimité



JE M'ABONNE

LesEchos.fr  
PAGE D'ACCUEIL LES ECHOS



RECHERCHER SUR LE CERCLE

OK

Mots-clés  Auteur



POLITIQUE ▾

ÉCONOMIE & SOCIÉTÉ ▾

LES ECONOMISTES DE PROJECT SYNDICATE ▾

ENTREPRISES & MARCHÉS ▾

ENTREPRENEUR ▾

LE CERCLE + ▾

# ÉCONOMIE & SOCIÉTÉ

INTERNATIONAL : EUROPE



17/02/2014 | Marina Glamotchak | Europe | Tribune | Lu 681 fois | aucun commentaire

## L'Ukraine à la croisée des chemins : "To be, or not to be"

**LE CERCLE.** Cette question shakespearienne résume l'impasse politique dans laquelle se trouve l'Ukraine depuis le 21 novembre dernier, quand son gouvernement a suspendu les négociations entamées avec l'Union européenne (UE) portant sur la signature d'un traité d'association et de libre-échange (ALE). La formule reflète également la déroute de la politique de voisinage de l'UE.

### Où va l'Ukraine ?

L'agitation politique actuelle en Ukraine persiste ainsi que l'incertitude de l'issue. Résumons la situation : le gouvernement a renoncé à signer un accord d'association avec l'UE, ce qui a provoqué de très importantes manifestations dans le pays et l'occupation - depuis plus de 80 jours - du centre de Kiev par les contestataires qui demandent la démission du président en exercice. En échange de la renonciation au traité avec l'UE, Moscou a offert une aide financière conséquente, 15 milliards de dollars de crédits, et une réduction d'un tiers du prix du gaz.

Dans l'impasse ukrainienne, qui a franchi ou qui franchira le « Rubicon » ?

Tirillée entre le rêve européen et la réalité du lien économique à la Russie, l'Ukraine est au bord de la guerre civile. Il convient de se demander pourquoi l'UE, en promettant à Kiev un accord d'association, a exclu volontairement Moscou du paysage économique de l'Ukraine en faisant valoir l'incompatibilité entre un Accord avec elle et une éventuelle Union douanière avec la Russie. Dès 2012, l'UE avait signé des accords de libre échange(1) et d'association politique avec l'Ukraine, mais les dirigeants européens ont déclaré que ces accords ne seraient pas ratifiés tant que le pays ne refonderait pas son code électoral et ne répondrait pas aux préoccupations concernant « la démocratie et la primauté du droit ukrainien ». De plus, l'UE a exigé des autorités ukrainiennes la libération de l'ex-premier ministre, Ioulia Timochenko, jugée pour abus de pouvoir(2), malversations lors de la négociation d'un contrat gazier avec la Russie en janvier 2009 et implication dans une série d'assassinats(3). Le rejet de Kiev a constitué un échec pour la politique de voisinage de l'UE, qui a alors joué « la carte de l'opposition ». Pourtant, pourquoi l'Europe, en tant qu'acteur extérieur qui souhaite exercer son influence sur l'Ukraine, s'appuie-t-elle directement sur des manifestants qui font la preuve d'une violence redoutablement organisée ?

### Depuis presque trois mois de protestation, l'Ukraine est paralysée

Que faire de ce pays ?! La confusion européenne est totale, notamment après le discours cru(4) de Victoria Nuland, secrétaire d'État américaine adjointe, chargée de l'Europe et de l'Asie. Depuis une accalmie inattendue s'est produite, une trêve rêvée pour les Jeux olympiques de Sotchi...

### ÉCRIT PAR

**Marina Glamotchak**  
Chercheur et consultante en analyse stratégique, politique et économique



VOIR SON PROFIL >

### SON DERNIER ARTICLE

13/12/2013 | 16:56

L'Ukraine face à un choix : traité d'association avec l'UE ou Union douanière avec la Russie

TOUS SES ARTICLES >

### PUBLIEZ VOS ARTICLES

S'INSCRIRE

SE CONNECTER



Mot de passe oublié >>>  
Mode d'emploi >>>

**NOUVEAU**

Pour prendre des décisions encore plus rapidement.

### LES ÉCONOMISTES DE PROJECT SYNDICATE

#### JOSEPH E. STIGLITZ

Economiste américain, prix Nobel d'Économie en 2001 (avec George Akerlof et Michael Spence).



L'espace de débat des Echos

LE CERCLE LES ECHOS SUR TWITTER

La réalité ukrainienne se heurte à la question suivante : le pouvoir exerce-t-il une répression à l'encontre des manifestants ou bien les manifestants cherchent-ils à faire un coup d'État ? La prise de bâtiments publics et de sièges des organes du pouvoir (ministères de la justice, de l'énergie et de l'agriculture, hôtel de ville de Kiev, etc.), l'assaut donné aux sièges des autorités locales dans les régions témoignent du fait que des groupes paramilitaires organisent l'action.

D'ailleurs, ce sont eux qui font le service d'ordre des manifestants. L'opposition politique parlementaire ne contrôle pas ces groupes, dit-on. « La ligue d'auto-défense du mouvement de contestation revendique 3 500 volontaires, répartis en une trentaine d'unités. Protéger les manifestants des violences policières est l'objectif premier de la ligue d'auto-défense. Mais on y trouve aussi certaines factions néo-nazies qui n'écartent pas une insurrection totale. »(5) Après l'adoption de lois anti-contestation le 19 janvier dernier, ces groupes, jugeant que les manifestations pacifiques avaient atteint leurs limites, ont décidé de « passer à l'offensive », de créer un climat de guérilla urbaine à Kiev.

### Fragmentation politique, militarisme organisé

L'avènement de la guerre est désigné ici comme un objectif politique, au premier abord en contradiction avec la définition que donne Clausewitz de la guerre : la « continuation de la politique par d'autres moyens ». (6) Le « droit » d'insurrection de la rue – qu'appuient les groupes paramilitaires – s'oppose au pouvoir et défie ouvertement le monopole de la violence légitime de l'État. Cette fragmentation politique, qu'accompagne un militarisme organisé, va à l'encontre de l'unification de l'espace national par la voie politique. Les contestataires, désormais acteurs sociaux de première importance, sont en train d'imposer leurs règles et la violence risque de devenir une valeur d'initiation et d'intégration sociale. Qu'il s'agisse des « combattants de la liberté » de Svoboda(7), du Secteur Droit (Pravyy Sektor) (8) ou d'autres, les groupes paramilitaires s'entraînent en plein centre ville et réclament le départ du président élu. A plusieurs reprises, le gouvernement a accusé ces groupes paramilitaires de dissimuler des armes. Maïdan se radicalise(9) car ses leaders ne sont pas capables de laisser la place à la politique, à accepter un compromis avec le pouvoir et convaincre la population de la nécessité d'une trêve.

Le président contesté, Viktor Ianoukovitch, après avoir abrogé (le 31 janvier) les lois prises dans l'urgence (le 16 janvier) pour freiner la contestation et qui restreignaient les libertés d'expression, d'assemblée et de manifestation et prévoyaient de lourdes amendes et peines de prison, s'est déclaré ouvert à la tenue d'élections présidentielle et législative anticipées. Il a initié là une fine manœuvre politique. En acceptant la démission de son Premier ministre, Mykola Azarov, le président a proposé à Arsenii Iatseniouk (le président du conseil politique du parti Batkivchtchina - Patrie) le poste de Premier ministre et à Vitalii Klitchko (le chef du parti Udar) le poste de vice-Premier ministre. En impliquant les représentants de l'opposition dans le processus de stabilisation, le président ukrainien cherchait à apaiser la rue. Mais ces leaders ont refusé la proposition et la perspective du rétablissement de l'ordre dans le pays s'éloigne.

L'Ukraine, en proie à la contestation du pouvoir en place et confrontée au fait qu'aucun des leaders autoproclamés de la contestation n'ose endosser la responsabilité de la sortie de crise, va-t-elle à la guerre ?

Tout en excluant l'ingérence de l'armée dans le conflit qui oppose les manifestants et les autorités, les militaires ukrainiens sont sortis de leur réserve le 31 janvier dernier en demandant au président Ianoukovitch, chef suprême des armées, de prendre des mesures urgentes en vue de stabiliser la situation dans le pays. En effet, à ce moment-là l'intégrité territoriale de l'Ukraine était menacée... Le président a décidé de ne pas recourir à la violence légitime. Ainsi l'Ukraine a échappé à la proclamation de l'état d'urgence et aux mesures qui suivent une telle décision.

### « Les marionnettes de Maïdan »(10)

Maïdan, transformé entre temps en Euromaïdan, amène l'UE à s'interroger, notamment sur sa politique de voisinage. Mise en place en 2004 - dans le but d'encourager des relations plus étroites avec les pays limitrophes de l'UE et de promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité dans ces régions -, elle n'est pas si « neutre ». En effet, la politique européenne d'élargissement et de voisinage s'oppose dans cette zone au projet eurasiatique russe qui vise à regrouper des États issus de l'ex-URSS dans une union douanière. Notons encore que l'Ukraine n'est plus tant un enjeu sur le plan énergétique, ni pour la Russie ni pour l'UE, mais elle reste clairement un enjeu en termes de zones d'influence. Or, négocier un accord « d'association » avec Kiev, en excluant Moscou, ne semblait pas impossible.

L'Europe a besoin de stabilité à ses frontières, leçon des longues guerres yougoslaves de 1991-1996 puis 1999 sur lesquelles elle a d'ailleurs bâti sa diplomatie. L'instabilité prolongée de l'Ukraine pourrait rouvrir des questions frontalières à l'Est : des pays baltes à la Roumanie. La Russie est devenue, malgré elle, un allié incontournable de la construction et de la sécurité européenne. A moins qu'une seconde guerre froide ne se mette en place.

### Tweets

Suivre

- 
**Le Cercle Les Echos** @CercleLesEchos 1h  
 Vous embauchez ? 7 clés pour avoir les meilleurs [bit.ly/1epbK7N](http://bit.ly/1epbK7N)  
 Étendre
- 
**Le Cercle Les Echos** @CercleLesEchos 1h  
 Le gaz de schiste en France : pour lancer un retour d'expérience rapide du cheminement de la dernière décennie [bit.ly/Nz8SKI](http://bit.ly/Nz8SKI)  
 Étendre
- 
**Le Cercle Les Echos** @CercleLesEchos 1h  
 Pour se développer, l'Afrique doit résoudre ses problèmes d'infrastructure [bit.ly/Nz8U5I](http://bit.ly/Nz8U5I)  
 Étendre
- 
**Le Cercle Les Echos** @CercleLesEchos 1h  
 "Europe, réveille-toi !", le cri d'alarme de Philippe Herzog [bit.ly/Nz8Sul](http://bit.ly/Nz8Sul)  
 Étendre
- 
**Le Cercle Les Echos** @CercleLesEchos 4h  
 La taxe Tobin ne résoudra rien ! [bit.ly/1kmAFsY](http://bit.ly/1kmAFsY)

Tweeter à @CercleLesEchos

### AUJOUR'HUI, LES ARTICLES LES PLUS...

...LUS	...COMMENTÉS
<b>Didier Cozin   Emploi</b> Le Compte Personnel de Formation, au risque de perdre la formation ? L'argent du CPF (1re partie)	
<b>Jean Béhue   Innovation</b> Tout le monde veut innover, mais personne n'aime les innovateurs	
<b>Valérie Rocoplan   Organisation   Tribune</b> Pour 2014, pensez au management collaboratif	
<b>Nadia RAKIB   Emploi</b> La réforme de la formation professionnelle va-t-elle s'enrichir ?	
<b>Fabien Risterucci   Développement   Tribune</b> La France s'ouvre au crowdfunding, les prémices d'un phénomène grand public	

« Les marionnettes de Maïdan »(10)

Maïdan, transformé entre temps en Euromaïdan, amène l'UE à s'interroger, notamment sur sa politique de voisinage. Mise en place en 2004 - dans le but d'encourager des relations plus étroites avec les pays limitrophes de l'UE et de promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité dans ces régions -, elle n'est pas si « neutre ». En effet, la politique européenne d'élargissement et de voisinage s'oppose dans cette zone au projet eurasiatique russe qui vise à regrouper des États issus de l'ex-URSS dans une union douanière. Notons encore que l'Ukraine n'est plus tant un enjeu sur le plan énergétique, ni pour la Russie ni pour l'UE, mais elle reste clairement un enjeu en termes de zones d'influence. Or, négocier un accord « d'association » avec Kiev, en excluant Moscou, ne semblait pas impossible.

L'Europe a besoin de stabilité à ses frontières, leçon des longues guerres yougoslaves de 1991-1996 puis 1999 sur lesquelles elle a d'ailleurs bâti sa diplomatie. L'instabilité prolongée de l'Ukraine pourrait rouvrir des questions frontalières à l'Est : des pays baltes à la Roumanie. La Russie est devenue, malgré elle, un allié incontournable de la construction et de la sécurité européenne. A moins qu'une seconde guerre froide ne se mette en place.

**NOTES :** (1) Destiné à favoriser le développement du commerce international, le libre-échange supprime les barrières douanières et les réglementations nationales susceptibles de restreindre l'importation des biens et des services. Dans le cas de l'Ukraine, l'accord de libre échange avec l'UE pénaliserait lourdement les échanges commerciaux avec la Russie. Le budget ukrainien ne bénéficierait plus des taxes sur les marchandises exportées par l'UE qu'il touche aujourd'hui. L'accord d'association, lui, interdit le soutien étatique aux affaires et de nombreuses entreprises ukrainiennes ne recevraient plus d'aide de l'État. (2) En validant un contrat d'importation de gaz russe d'une durée de 10 ans en 2009, elle avait été à l'origine d'une perte de 190 millions de dollars pour l'exploitant gazier ukrainien Naftogaz. Sur la scène internationale, elle se présente comme la victime d'un acharnement judiciaire pour des motifs politiques. (3) L'affaire remonte au 3 novembre 1996 quand Evgueni Chtcherban, député et homme d'affaires, a été tué avec trois autres personnes, dont sa femme. En 2011, l'adjoint du procureur d'Ukraine avait révélé qu'un transfert d'argent en provenance de la société gazière UESU – dirigée par I. Tomochenko et P. Lazarenko – a été effectué vers le compte des deux tueurs. <http://www.juriguide.com> du 23/01/2013. P. Lazarenko est sorti en 2012 d'une prison américaine où il a passé neuf ans pour corruption, escroquerie, extorsion et blanchiment de fonds. (4) L'expression « Que l'Union européenne aille se faire foutre ! » - « gagne en clarté ce qu'elle perd en élégance (...) » Le Monde du 09 février 2014. (5) Radio France Inter (émission Grand angle) du 30/01/14. (6) Voir M. G. La transition guerrière yougoslave, l'Harmattan, Paris, 2002. (7) Un des chefs de file de l'opposition, Oleh Tyahnybok se réclame l'héritier de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). L'UPA, connue aussi sous le nom de Légion ukrainienne ou galicienne de la Waffen SS, a lutté contre l'armée rouge jusqu'en 1950 dans l'ouest de l'Ukraine. (8) Il s'agit d'un groupement d'extrême droite dont les membres luttent pour l'instauration d'un gouvernement nationaliste. « Ces militants, à la différence des autres manifestants, ne souhaitent pas voir leur pays se rapprocher de l'Union européenne, qu'ils perçoivent comme 'l'opresseur des nations'. Ce qu'ils souhaitent ? Une révolution nationaliste. » Le Figaro, le 28/01/14. (9) Cinq morts et environ 300 blessés est le triste bilan de quatre jours de guérilla urbaine à Kiev. (10) Titre de la bande audio diffusée sur YouTube, suite à l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Mme Nuland et son ambassadeur à Kiev.

innovateurs

Valérie Rocoplan | Organisation | Tribune

Pour 2014, pensez au management collaboratif

Nadia RAKIB | Emploi

La réforme de la formation professionnelle va-t-elle s'enrichir ?

Fabien Risterucci | Développement | Tribune

La France s'ouvre au crowdfunding, les prémices d'un phénomène grand public



ABONNEZ-VOUS AU FLUX RSS

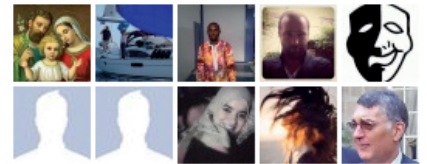
SUIVEZ-NOUS AVEC TWITTER



Le Cercle Les Echos

J'aime

7 956 personnes aiment Le Cercle Les Echos.



Module social Facebook